

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

2007 – MALI

Freetown, juillet 2008

Les difficultés de la filière coton ont pesé en 2006 sur les réalisations économiques. L'effondrement des cours mondiaux de ce produit a, en effet, induit une baisse des prix aux producteurs et entraîné un déficit important au niveau de la filière. Les anticipations sur un relèvement des cours en 2007 ont accru les perspectives d'une relance de la production et partant des objectifs probants en matière de croissance économique en 2007. Ces perspectives ont été confortées avec le regain d'activité enregistré en particulier dans le secteur d'exploitation minière. C'est dans ce contexte qu'a été fixé pour l'année 2007 un objectif de 5,4% de croissance du PIB réel. Cette réalisation devait se traduire au plan budgétaire par un relèvement du niveau de mobilisation des recettes budgétaires et partant une amélioration des principaux soldes caractéristiques.

A fin décembre 2007, les résultats de la gestion économique ont fait ressortir des résultats bien contrastés. Le retournement défavorable de la conjoncture sur le marché des produits primaires notamment le coton a entraîné un recul de la production et aggravé la crise dans le secteur cotonnier. Ainsi, le taux de croissance est ressorti à 4,3%, nettement donc en deçà des prévisions initiales. Cette réalisation est intervenue dans un contexte de relative stabilité des prix puisque le taux d'inflation de fin de période se chiffre à 2,2%.

1. Analyse sectorielle

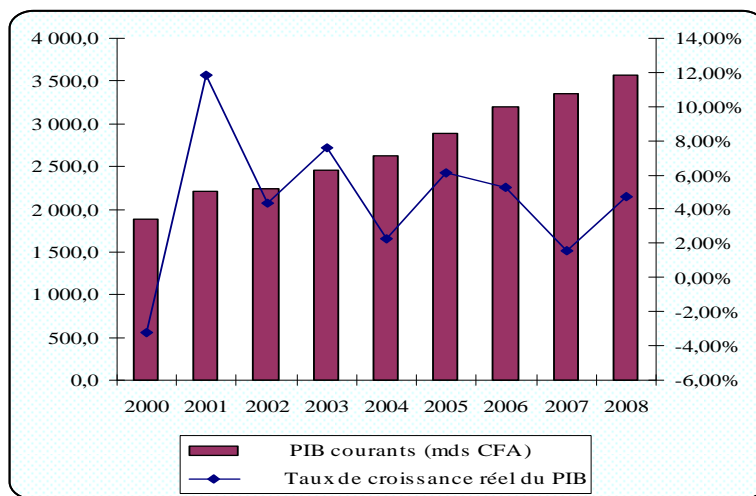
1.1 Secteur réel

En 2007, la croissance économique s'est établie à 4,3% contre 5,3% en 2006 pour une prévision initiale de 5,4%. Cette évolution se justifie principalement par une production agricole relativement satisfaisante et le dynamisme du secteur tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,3% en liaison avec une hausse de 2,4% de la production agricole et malgré une baisse de 27,2% de la production cotonnière. Ce recul de la production cotonnière constaté pour la quatrième année consécutive, résulte de l'abandon progressif de cette culture en raison notamment de la baisse tendancielle des cours sur le marché international et du niveau non incitatif du prix au producteur. La croissance de la production agricole a été donc portée par la production céréalière, qui a augmenté de 5,7% en rapport avec la poursuite de l'exécution du programme d'aménagement de périmètres irrigués et les conditions climatiques favorables enregistrées.

Quant aux activités du secteur secondaire, elles ont progressé de 0,5%. Elles sont particulièrement marquées par la faible hausse de la production de l'industrie extractive. La production d'or a été de 57,3 tonnes contre 56,9 tonnes en 2006. La production des industries agroalimentaires a fléchi de 1,5%. De même, celle de l'industrie textile a connu un recul de 10,7% du fait de la diminution de l'activité d'égrenage, reflétant ainsi les effets négatifs de la baisse continue de la production cotonnière. Par contre, les branches « énergie » et « Bâtiments et Travaux Publics » ont progressé respectivement de 8% et de 3,2% en raison principalement de la poursuite des travaux d'extension de la couverture électrique du pays et des constructions d'infrastructures.

S'agissant du secteur tertiaire, il affiche une croissance de 7,0% essentiellement tirée par le dynamisme de la branche des « transports et télécommunications », qui a progressé de 8,1%. Cette évolution se justifie principalement par la poursuite de l'extension du réseau de téléphonie cellulaire et la mise en oeuvre du Projet d'Amélioration des Corridors de transports.

Graphique 3.17 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance économique a été tirée principalement par les investissements. La FBCF a progressé de 10,3% sous l'impulsion de ses composantes privée et publique. La FBCF privée a augmenté de 12,9% grâce au secteur du BTP, notamment la construction d'une usine d'engrais et la mise en place d'infrastructures hydro agricoles. Quant à la FBCF publique, son accroissement a été le fait des travaux d'infrastructures de base et la poursuite de la construction de la cité administrative et des logements sociaux. De même, la consommation finale totale a enregistré une hausse de 3,9% en rapport avec principalement une croissance de 4,1% de la consommation des administrations publiques liée aux recrutements effectués au niveau de la Fonction publique, notamment dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de la sécurité.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations ont baissé de 1,6%. De même, les exportations ont régressé de 0,7% en raison de la diminution significative des exportations de coton.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est amélioré légèrement en se situant à 20,9% contre 20,3% en 2006. De même, le taux d'épargne intérieure est ressorti à 17,9% contre 17,4% en 2006.

En ce qui concerne l'inflation, le taux d'inflation de fin de période est ressorti à fin décembre 2007 à 2,2% contre 3,6% en 2006. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1,9%, de même que ceux de la rubrique « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ont progressé de 2%. S'agissant des produits pétroliers, ils ont enregistré une hausse de 1,9% contre 3,6% en 2006.

1.2 Finances publiques

Le déroulement des opérations financières de l'Etat s'est soldé par des évolutions diverses au niveau des principaux soldes budgétaires. Le solde global hors dons par rapport au PIB nominal s'est établi à -7,8% contre -7,6% en 2006. En revanche, le solde global rapporté au PIB nominal est ressorti à -3,1% contre -3,5% en 2006. Cette situation est le reflet d'une progression plus que proportionnelle des recettes budgétaires par rapport celle des dépenses totales.

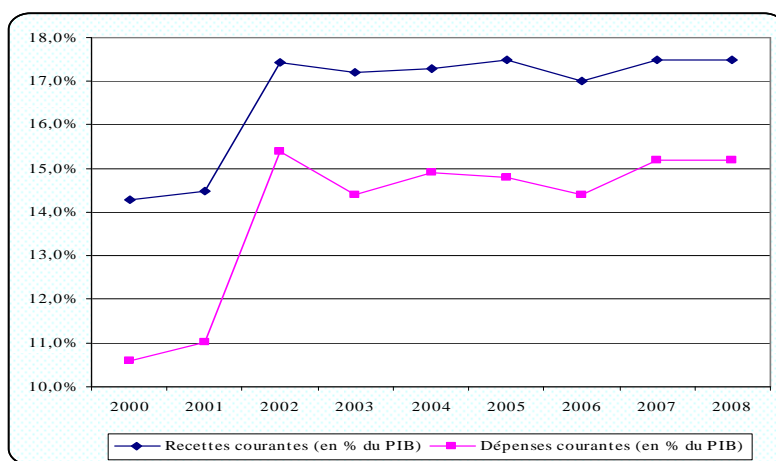
En effet, le niveau de mobilisation des recettes fiscales et dons a enregistré une hausse modeste de 3,7% en 2007, juste le minimum requis pour stabiliser le ratio par rapport au PIB nominal qui est ressorti à 17,2% contre 17,3% en 2006. Cette situation est la résultante d'un accroissement modeste des recettes fiscales de 2,8% quasiment absorbé par la baisse des recettes non fiscales de 14,7% en liaison principalement avec la baisse du niveau de recouvrement des dividendes des sociétés minières. L'accroissement des recettes fiscales de 8,3% est imputable aux effets de la mise en application des

mesures initiées en vue d'assurer l'élargissement de l'assiette, la réduction des exonérations, l'amélioration de l'efficacité des services de recouvrement et la réorganisation de l'administration fiscale. Les recettes en capital ont augmenté de 21,7%.

De même, les dons estimés à 155,9 milliards, ont progressé ainsi de 20,6% sous l'impulsion des dons projets et des appuis budgétaires ciblés.

Au niveau des dépenses, les dépenses totales et prêts nets ont modestement crû de 4,9% pour représenter 25,0% du PIB nominal. Cette situation se justifie principalement par le renforcement des dépenses d'investissement en rapport avec la réalisation des travaux d'infrastructures et le renforcement des actions de l'Etat en faveur des secteurs sociaux en vue de la réalisation des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 16,4% pour se situer à 11,9% du PIB nominal, en liaison avec l'accroissement des ressources extérieures confortées par les dons et les appuis budgétaires et surtout des efforts fournis pour renforcer les dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures (+51,5%).

Graphique 3.18: Evolution des recettes et dépenses courante



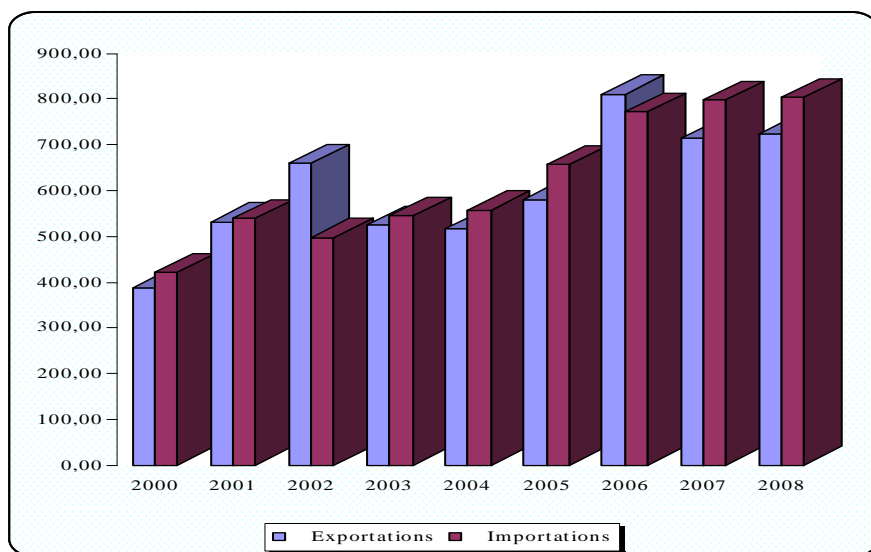
Source : BCEAO, AMAO

Dans la même période, les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 3,4% en s'établissant à 12,7% du PIB nominal. Cette évolution des dépenses courantes s'explique essentiellement par le renforcement des dotations en fonctionnement des services publics, les dépenses de transferts et de subventions en faveur de la Caisse de Retraite du Mali et l'augmentation de la masse salariale. La hausse de la masse salariale de 9,3% se justifie par la prise en charge des avancements statutaires, l'harmonisation de la grille salariale des fonctionnaires et la poursuite des recrutements.

Pour ce qui est de la dette, l'annulation du stock de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative du G8 a contribué à réduire considérablement le niveau de la dette publique totale. Son encours est ressorti à 24,3% du PIB nominal contre 23,7% en 2006. Le service de la dette publique totale représente 12,7% des recettes budgétaires.

1.3 Secteur extérieur

Au chapitre de la balance des paiements, le solde global est passé d'un excédent de 85,0 milliards en 2006 à 10,0 milliards en 2007, en relation avec la baisse des performances commerciales. Le solde de la balance commerciale s'est dégradé en passant d'un excédent de 39,2 milliards de francs CFA à un déficit de -82,3 milliards, du fait de la baisse de 11,8% des exportations qui sont estimées à 714,7 milliards et de la hausse concomitante des importations de 3,3%. Le recul des exportations se fonde, d'une part, sur le repli de la production estimée de l'or et, d'autre part, sur la baisse des quantités de coton fibre exportées. Pour leur part, les importations se sont établies à 798,8 milliards, sous l'impulsion de l'accroissement des achats de biens d'équipement et des hydrocarbures.

Graphique 3.19 : Evolution des exportations et importations

Source : BCEAO, AMAO

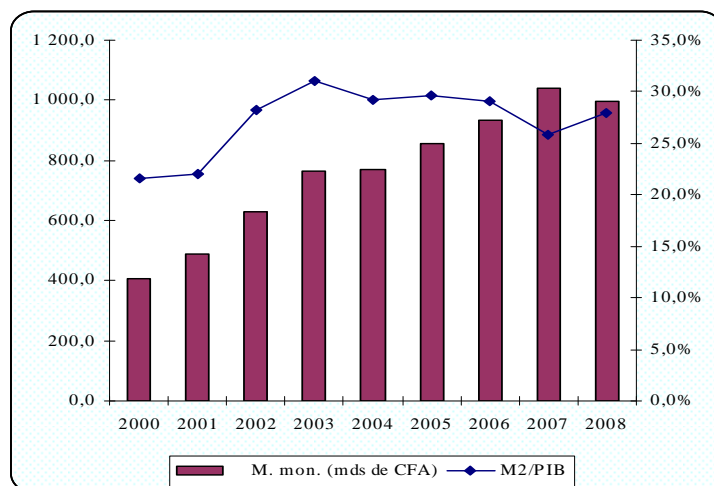
Le déficit des services s'est contracté de 4,8%, du fait du dynamisme du secteur du tourisme. De même, le déficit des revenus s'est replié de 3,6%, en rapport avec la hausse des revenus d'investissements étrangers. Les transferts courants enregistrent une baisse importante de 30,3%, du fait du recul de l'aide budgétaire.

Au total, le solde déficitaire des transactions courantes s'est creusé de 159,1 milliards par rapport aux réalisations de l'année 2006, pour ressortir déficitaire à 273,4 milliards.

Les estimations situent l'excédent du compte de capital et d'opérations financières à 266,9 milliards, en accroissement de 41,8 milliards par rapport à 2006, en raison notamment du recul des dépôts à l'étranger des compagnies minières.

1.4 Secteur monétaire

Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 9,0% au Mali. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des hausses des principaux agrégats monétaires.

Graphique 3.20 : Evolution de la masse monétaire

Source : BCEAO, AMAO

En effet, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 4,0%, pour ressortir à 544,7 milliards. De même, le crédit intérieur a progressé de 9,6%, pour se situer à 489,9 milliards en liaison avec la hausse des crédits à l'économie. L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 7,6%, et a concerné des sociétés opérant dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de la distribution de produits pétroliers, des mines, du commerce général, ainsi que des sociétés cotonnières et des associations villageoises, dans le cadre de la commande d'intrants au titre de la campagne agricole 2008/2009. La position nette créditrice du Gouvernement s'est améliorée de 0,9%, en liaison avec la hausse de 37,2 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'impact a été atténué par le renforcement de 36,2 milliards de ses engagements. Ainsi, reflétant l'évolution de ces différentes contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 11,8% pour s'établir à 1.041,9 milliards. Cette hausse résulte des effets cumulés d'une baisse (-4,7%) de la circulation fiduciaire et des hausses des dépôts (7,2%) et surtout de la quasi-monnaie (43,4%).

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

La situation au plan de la convergence a connu une légère évolution. Le niveau d'ensemble de la performance s'est amélioré avec un total de sept (07) objectifs réalisés contre six (06) en 2006. La source de cette évolution favorable est à mettre en liaison avec le recul du niveau de l'inflation qui a entraîné l'émergence de taux d'intérêt réels positifs. La baisse du ratio recettes fiscales sur PIB n'a finalement pas eu de conséquences majeures sur les indicateurs de structure de la dépense. Elle a, cependant, entraîné une légère dégradation des profils de certains critères notamment le ratio portant sur le déficit budgétaire ainsi que le ratio dépenses salariales sur recettes fiscales.

Du point de vue analyse catégorielle, la performance numérique au titre des critères de premier rang n'a pas varié par rapport à la situation enregistrée en 2006. Trois (03) objectifs ont été atteints. En revanche, quatre (04) objectifs en 2007 contre trois (03) en 2006 ont été réalisés en ce qui concerne les critères de second rang. On note en particulier, une constance dans l'effort d'arbitrage des dépenses en faveur des dépenses d'investissement en témoigne l'orientation quasi constante du ratio par rapport aux recettes fiscales à la hausse.

Tableau 3.5: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU MALI

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	9,0	9,6	6,9	5,1	7,2	7,3	7,6	7,8	8,3
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-0,7	5,2	5,0	-1,3	-3,1	3,4	3,6	2,2	2,6
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,9	7,7	8,8	8,1	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	8,5	8,7	7,5	7,3	8,0
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	12,3	12,7	12,5	14,2	15,3	15,4	14,9	14,7	16,1
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	31,3	29,1	30,6	27,7	31,2	31,0	30,9	32,9	33,2
iii) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	25,7	22,0	20,5	24,5	22,8	21,8	23,4	34,5	28,2
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	1,0	-1,7	-0,6	8,5	2,0	0,1	-0,1	1,3	0,9
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-12,0	-1,3	5,7	27,4	18,0	3,0	-2,0	0,8	-0,3
Nombre de critères respectés		6	5	5	6	6	7	6	7	7

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

Source

3 Perspectives 2008

L'année 2007 a été caractérisée par des résultats globalement moyens. Le ralentissement économique qui a imprégné le rythme de l'activité a constitué l'une des principales sources de contrariété. Cette situation décevante ne relève pas strictement du fait que le taux de croissance du PIB réel de 4,3% constitue un résultat assez faible mais bien plus parce qu'un taux beaucoup plus conséquent était fortement escompté. En effet, pour parvenir à l'éradication de la situation de pauvreté massive que connaît la population, la réalisation d'un taux de croissance d'au moins 7% par an est requise. C'est pourquoi, les autorités se sont engagées à conformer davantage leurs politiques économiques à venir notamment en 2008 en suivant strictement les orientations de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, des dispositions seraient prises pour renforcer le secteur productif et consolider les réformes du secteur public. Dans cette optique, la réalisation des projets prévus dans le cadre du Millenium challenge permettrait la mobilisation d'importants investissements et contribuerait par conséquent, à stimuler la croissance économique. Le taux de croissance réel du PIB devrait atteindre, de ce fait, 4,7% en 2008 et viser 8,0% d'ici 2010.

Au niveau du secteur primaire, la mise en valeur de 16 000 hectares de terres dans la zone Office du Niger à Alatona, permettrait d'accroître les superficies cultivables totales de 20%. La production agricole principalement soutenue par l'agriculture vivrière, progresserait dans la période sous revue de 6,5% en moyenne par année. Le secteur secondaire bénéficierait d'importants investissements notamment, pour la création d'une zone industrielle, autour de la zone aéroportuaire. L'émergence de nouvelles unités de production, particulièrement dans le domaine de l'agroalimentaire, permettrait au secteur manufacturier de suppléer les défaillances de l'industrie extractive. Par ailleurs, la mise en oeuvre effective des projets d'extension des infrastructures de transport et de télécommunication ainsi que la réalisation des réformes envisagées en vue de promouvoir un environnement des affaires favorable, contribueraient à maintenir le dynamisme du secteur tertiaire.

Au niveau des prix, la forte flambée du cours du pétrole sur le marché mondial en 2007, ne devrait pas compromettre le respect du critère relatif à l'inflation.

Dans le domaine des finances publiques, la politique budgétaire s'exécuterait en tenant compte des impératifs liés à notamment l'amélioration de la gouvernance financière. A cet égard, il est prévu de poursuivre et de renforcer les mesures prises afin d'accroître la capacité financière de l'Etat et à améliorer la qualité des dépenses publiques.

4 Conclusions et recommandations

La faiblesse du niveau de réalisation au plan économique qui ressort de l'évaluation de la situation de l'économie malienne ne doit pas masquer les efforts constamment faits pour assainir les finances publiques. En effet, les indicateurs budgétaires ont connu une amélioration de leur profil ces dernières années. Les objectifs qui ont été fixés pour l'année 2008 s'intègrent dans cette dynamique. Il importe donc d'œuvrer à consolider cette tendance et cela passe par la réalisation effective des performances projetées à travers notamment :

- le maintien de l'effort de mobilisation des recettes et la meilleure maîtrise des dépenses courantes ;
- la mise en oeuvre des actions identifiées dans le cadre du projet de réformes budgétaires et financières ;
- la mise en oeuvre des différentes réformes sectorielles notamment dans les domaines du coton, des banques, des télécommunications, de l'eau et de l'électricité ;
- la poursuite de la restructuration des entreprises publiques et du secteur financier ;

- la mise en oeuvre des mesures nécessaires en vue de rétablir l'équilibre financier de la Caisse de Retraite du Mali (CRM).